

**Cérémonie d'ouverture de la cinquième Conférence internationale
de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V)
Discours du Premier ministre S.E.M. Shinzo ABE**

(Samedi 1er juin, 8:30 - 9:45, Salle des réunions plénières de la TICAD V)

Mesdames et Messieurs les dirigeants de chacun des pays d'Afrique, je vous souhaite la bienvenue du fond du cœur. J'attendais cette occasion qui nous est donnée de parler ensemble du développement de l'Afrique, trois jours durant. Au nom des coorganisateur, la Commission de l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement, je déclare ouverte la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique.

1. Félicitations pour le cinquantenaire de l'OUA/UA

Mesdames et Messieurs, La TICAD célèbre cette année son vingtième anniversaire, et l'Union africaine (UA, anciennement Organisation de l'unité africaine, OUA) son jubilé d'or (le cinquantième anniversaire de sa création). Le chemin n'a pas été sans obstacles, et je salue le fait qu'il ait été parcouru jusqu'au point présent.

C'est en 1963 que les pays africains qui avaient acquis leur indépendance les uns après les autres, nourrissant de grands espoirs, ont créé l'OUA. C'est l'année suivante qu'ont été organisés les jeux olympiques de Tokyo. L'exploit du coureur éthiopien Abebe Bikila qui fut champion olympique de marathon pour la deuxième fois, a fait prendre conscience aux gens de la force de l'Afrique. Puis le jour-même de la cérémonie de clôture des jeux, la Rhodésie du Nord a acquis son indépendance, devenant la Zambie. La première fois que le drapeau de ce nouveau pays qu'était la Zambie a été brandi face au monde, Mesdames et Messieurs, ce fut lors de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques de Tokyo.

50 ans ont passé. Les plans de développement qui font long feu, les dettes qui s'accumulent, la pauvreté et les conflits, l'apartheid, etc., l'Afrique a eu à surmonter nombre de souffrances et de difficultés. Cependant, mon pays, le Japon, a continué de croire en l'avenir de l'Afrique. Dans les années 90, années durant lesquelles la communauté internationale, dans les circonstances de l'après-guerre froide était en passe d'oublier l'Afrique, le Japon, seul à croire dans le développement de ce continent, a initié les TICAD.

Ce que nous avons prôné sans discontinuer tout au long des TICAD, c'est l'importance de « l'auto-assistance » et de l'« indépendance ». Outre cela, notre conception a consisté à accorder dans tous les cas une grande importance à la croissance. Penser que la pauvreté peut être surmontée par la croissance était pour nous Japonais une évidence dès le départ. Cela est aussi dû au fait que nous n'avons pas douté de la force potentielle de l'Afrique.

L'importance de l'auto-assistance et de l'indépendance d'une part, et de la

croissance d'autre part. Dans une Afrique qui poursuit aujourd'hui une vigoureuse marche en avant, au vu des voix s'élevant comme une source bouillonnante, exprimant l'ardent espoir nourri par rapport à ces deux idées, je voudrais déclarer avec fierté que la façon de progresser de la TICAD était la bonne, et que le futur dont elle a rêvé est aujourd'hui en passe de se réaliser.

Alors, je voudrais que nous célébrions de nouveau le chemin parcouru par l'OUA/UA durant cinquante années, et celui parcouru par la TICAD durant vingt années. Je propose que nous nous levions tous. Je propose maintenant que nous applaudissions tous ensemble... Et maintenant, je vous demande, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir nous soutenir pour que ces Jeux olympiques de Tokyo qui ont à l'époque été le théâtre d'événements faisant connaître au monde l'essor de l'Afrique, voient à nouveau le jour en 2020... Je serais heureux que vous applaudissiez aussi à ce point.

2. Un pack de soutien de 3,200 milliards de yens

Ce dont l'Afrique a aujourd'hui besoin, c'est d'investissements du privé. C'est de coopération public-privé pour faire vivre ces investissements. Si l'on admet cela comme une réalité, la façon de faire en matière de soutien à l'Afrique doit être entièrement renouvelée. Alors, comment allons-nous la renouveler ? Je vais vous donner la réponse. Commençons par le montant global :

Durant les cinq années à venir, nous allons soutenir la croissance de l'Afrique par jusqu'à environ 3,200 milliards yens de moyen public et privé, qui équivalent à 32 milliards de dollars, incluant 1,400 milliards de yens d'aide publique au développement. Indépendamment de cela, à travers jusqu'à 20 milliards de dollars de l'assurance commerciale, nous promouvons le commerce et les investissements des entreprises japonaises en Afrique.

Dans le processus de préparation de la présente conférence, nous avons demandé à chacun des pays africains quels étaient les secteurs sur lesquels il fallait le plus concentrer les efforts. Les réponses ont toujours été les mêmes : l'aménagement des infrastructures, les ressources humaines de production, la santé, l'agriculture. Et à la clé, il y a toujours le « développement humain ». Ce sont là des domaines dans lesquels le Japon veut déployer ses capacités.

3. Investissement de 650 milliards de yens dans les infrastructures

Commençons par l'aménagement des infrastructures : notre pays va investir 650 milliards de yens au cours des cinq prochaines années. Ils seront alloués au développement d'infrastructures que l'Afrique considérera elle-même comme nécessaires et qu'elle planifiera par elle-même. En premier lieu, les corridors internationaux qui relient les zones enclavées aux côtes. Puis l'aménagement des réseaux de transport de l'électricité. Ces investissements permettront de faire avancer de manière significative de tels aménagements .

4. « Ressources humaines de production » : formation de 30 000 personnes

Passons ensuite à la formation de ressources humaines : Le point important en cette matière est que se contenter de renforcer à l'aveuglette la formation professionnelle ne déboucherait pas sur des emplois. Nous devons développer des ressources humaines réellement adaptées au marché du travail. Je veux proposer une « formation ayant des débouchés ». Nous viserons à une formation de ressources humaines répondant aux besoins des entreprises locales, et tout particulièrement ceux des entreprises japonaises.

Avançons encore d'un pas : je crois sans aucun doute que les jeunes Africains prometteurs seront bientôt les acteurs principaux des activités économiques faisant le lien entre le Japon et l'Afrique. Pour cette raison, aujourd'hui, en ces lieux, je lance le « Concept de formation de ressources humaines en coopération public-privé nippon-africain : l'Initiative Abe ». Aux jeunes qui viennent d'Afrique étudier au Japon, en plus de l'enseignement qu'ils reçoivent dans les universités, nous offrirons dans le même temps des opportunités de travailler dans les entreprises japonaises en tant que stagiaires.

En mettant à profit les actions de formation des ressources humaines déjà mises en œuvre par la JICA et l'HIDA (Association de développement des ressources humaines et de l'industrie hors du Japon), ainsi que le système de bourses d'Etat pour les étudiants étrangers, nous nous lançons dans la formation de « ressources humaines de production » débouchant sur des emplois pour 30 000 personnes dans les cinq prochaines années.

Sur place, en Afrique, notre pays va mettre en place des « bases de développement humain » en 10 lieux, notamment en Ethiopie et au Sénégal. Nous y enverrons des experts en formation professionnelle.

Il existe déjà un remarquable exemple précurseur, qui a pour nom l'Académie Toyota du Kenya. Toyota a créé au Kenya une école, avec un grand campus. Dans cet établissement, avec la coopération de la JICA, les élèves reçoivent une formation non seulement de techniciens automobiles mais aussi en engins de travaux et en engins agricoles, et nous avons là une école qui forme des ressources humaines professionnelles au niveau des standards japonais.

En outre, nous vous inviterons, Mesdames et Messieurs les hauts-fonctionnaires, au Japon à venir d'Afrique. Ce sera pour mettre au point un dispositif indispensable pour progresser dans le partenariat public-privé. Entre le Japon et l'Afrique, il devrait ainsi y avoir en permanence des relations bidirectionnelles.

5. Faire de la couverture universelle des soins de santé une marque japonaise

Venons-en maintenant à la santé : au Japon, nous avons édifié un système qui permet à chacun de se rendre aisément à l'hôpital, ne serait-ce que pour un léger problème de santé. Nous voudrions faire profiter l'Afrique d'un tel système et d'une telle expérience du Japon. Il s'agit ici de promouvoir les soins de santé pour tous, en d'autres termes de la couverture universelle des soins de santé.

Comme nous avons un bon exemple au Ghana je vais vous en faire part : il

s'agit de nutrition, un élément indispensable pour la vie des mères et des enfants.

Cette histoire remonte à une dizaine d'années.

À cette époque, au Ghana, notre pays a initié un projet de coopération consistant à créer une petite maternité. Derrière la salle de consultation, il y a un petit espace d'habitation, et un maïeuticien diplômé y réside en permanence. Il est là pour prendre soin de la santé des mères et agir de façon appropriée lors des naissances.

Nous avons aussi initié une « classe des mamans ». Il s'agit d'activités de sensibilisation consistant à rassembler les futures mères pour leur expliquer les points auxquels elles doivent faire attention. Des volontaires japonaises envoyées par la JICA et des ONG japonaises s'activaient à réaliser ces sensibilisations.

C'est alors que le regard de l'une des entreprises japonaises représentatives de l'agro-alimentaire, Ajinomoto s'est posé sur ce projet. Ajinomoto fêtait les cent ans de sa création. Elle a à cette occasion demandé à ses employés des idées pour un projet qui permette d'ouvrir un nouveau marché et de faire en même temps quelque chose pour le monde, et le projet qui a été retenu était celui de créer au Ghana un complément alimentaire pour bébé.

J'ai en ce moment ce complément alimentaire pour bébé devant moi. Il s'appelle « KOKO Plus ». Le voici. « KOKO » est le nom d'un complément pour bébé traditionnel au Ghana. En y ajoutant des éléments nutritifs supplémentaires, on obtient un complément alimentaire qui fait croître le poids des bébés, et éclaire naturellement le visage des parents d'un grand sourire.

Ce qui est remarquable, c'est que ce produit a été développé conjointement avec une université du pays. C'est aussi que, dans le travail de diffusion de ce produit, ont été impliqués non seulement la JICA, mais aussi l'USAID.

Via un véritable partenariat public-privé entre notre gouvernement et le secteur privé, nous voulons progresser dans la couverture universelle des soins de santé, dans le cadre de la stratégie diplomatique du Japon. J'ai l'intention de faire dorénavant de la « couverture universelle des soins de santé » une « marque japonaise ».

6. Diffusons la méthode « Aikawa ».

En dernier lieu, l'agriculture : les insuffisances alimentaires et les problèmes nutritionnels sont depuis de longues années des problèmes à résoudre pour l'Afrique. Chacun des pays engage des efforts dans l'accroissement de la production alimentaire, mais ce que nous visons est situé un pas de plus en avant. Nous vous demandons de passer de l'agriculture « pour manger » à une agriculture « pour gagner sa vie ».

Je voudrais ici vous présenter un invité : Monsieur Jiro Aikawa. Veuillez s'il vous plaît vous lever. Monsieur Aikawa, qui a dans sa jeunesse pris part à des activités d'encadrement agricole en Tanzanie en tant que volontaire japonais pour la coopération à l'étranger, s'est depuis ce temps occupé sans discontinuer d'agriculture en Afrique.

La personne qui a fait doubler, oui, doubler le revenu de 2 500 paysans au Kenya, Mesdames et Messieurs, c'est Monsieur Aikawa.

Si les femmes africaines ne sont pas fortes, l'agriculture africaine ne sera pas forte ; si l'agriculture africaine n'est pas forte, l'Afrique ne sera pas solide. Ce qu'a fait Monsieur Aikawa dans cette idée, c'est d'habituer les femmes africaines impliquées dans l'agriculture à l'idée de constater de leurs propres yeux ce que demandent les marchés de consommateurs, et de réfléchir en permanence à produire des produits qui se vendent.

La souffrance de « ne pas vendre sa production » peut être évitée en « produisant des choses qui se vendent ». La méthode consiste à se rendre sur les marchés des petits villages, à faire constater aux femmes par elles-mêmes quels sont les produits qui se vendent bien, et à cultiver ainsi de façon rentable des productions horticoles à forte valeur ajoutée.

Cette façon de faire réfléchir par eux-mêmes les paysans à ces points est aujourd'hui nommée « SHEP », et elle va servir de modèle pour une diffusion par le Japon dans 10 pays. Je pense que le nom de « SHEP » est déjà convenable, mais je voudrais vous proposer de changer le nom de cette méthode pour l'appeler la méthode « Aikawa »

7. La paix et la stabilité qui forment les bases du développement

Il va aujourd'hui sans dire qu'en matière de développement de l'Afrique, à la base de tout, il y a la paix et la stabilité africaines. Le Japon va dorénavant engager encore plus d'efforts dans l'édification de la paix en Afrique. Les membres des forces japonaises d'autodéfense, luttent déjà aujourd'hui à Djibouti contre la piraterie, et au Soudan du Sud pour aider à la construction de l'État. De plus, en renforçant le soutien à la fixation de la paix et le soutien au développement et aux droits de l'homme, nous fertilisons le sol de la paix.

8. Conclusion : un vrai partenariat

Pour finir, Je voudrais affirmer ici que le Japon s'est constamment attaché au fil du temps à un « vrai partenariat » avec l'Afrique.

Cela veut dire que nous avons réfléchi ensemble et travaillé ensemble.

Que ce soient les hommes d'affaires ou les jeunes volontaires JOCV, les Japonais en Afrique, tout comme s'ils allaient plonger les mains dans le cambouis pour travailler dans une usine au Japon, se sont engagés avec entrain sur le terrain de la pauvreté et des difficultés. Ils sont ainsi parvenus, par leur ardeur au travail, leur abnégation, leur discipline et leur politesse, à gagner la confiance inébranlable des Africains.

À vous tous, les 816 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger qui sont actuellement engagés dans des activités en Afrique, parmi lesquels 441 jeunes femmes volontaires, à vous tous qui travaillez dans des ONG, je veux exprimer ma gratitude et mes encouragements. Ce sont ces personnes qui sont les joyaux de la couronne de notre diplomatie.

Le Japon et l'Afrique ont à présent dépassé le niveau de bons partenaires, et sont plus que cela : ce sont des co-gestionnaires. De fait, nous sommes des confrères et des collègues de travail. Nous sommes devenus des compagnons qui croissons l'un avec l'autre, et de ce fait faisons croître le monde.

Je voudrais dire quelques mots pour terminer : on m'a dit que des voix s'élevaient pour affirmer qu'il faudrait, en vue d'un nouveau renforcement de notre partenariat, que la prochaine TICAD, dans cinq ans, se tienne en Afrique. Mais moi, je ne peux en aucune manière attendre cinq ans. Je veux dire ici devant vous, Mesdames et Messieurs, mon intention de fouler aussitôt que possible le sol de l'Afrique.

En vue d'une Afrique encore plus dynamique, la main dans la main, allons ensemble de l'avant. Un futur lumineux attend l'Afrique, et plus radieux encore sera celui d'une Afrique nouant un partenariat avec le Japon. Je terminerai sur ce constat réciproque. Je vous remercie de votre attention.

Permettez-moi maintenant de vous présenter Monsieur Haile Mariam Dessalegn, Premier ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Président de l'Union africaine, qui assure conjointement avec moi-même la présidence de notre conférence. Je vais maintenant vous prier, Monsieur le Coprésident Haile Mariam Dessalegn, de prononcer votre discours d'introduction aux débats.

(Fin)